COUR DE CASSATION
Première présidence

Odesi

Pourvoi n°
: C 23-21.576

Demandeur(s)
: M. [H]

Avocat(s)
: la SCP Foussard et Froger

Défendeur(s)
: la société Citya République et autre

Avocat(s)
: la SARL Boré, Salve de Bruneton et Mégret

Ordonnance
: 60488

ORDONNANCE DE DÉSISTEMENT

Mme Caroline Azar, conseillère référendaire, déléguée par le premier président de la Cour de cassation, a rendu la présente ordonnance.

M. [M] [H], domicilié [Adresse 1], demeurant précédemment [Adresse 2], a formé un pourvoi le 3 octobre 2023 suivi d'un pourvoi rectificatif du 17 octobre 2023 contre l'arrêt rendu le 10 juillet 2023 par la cour d'appel d'Orléans (chambre civile), dans le litige l'opposant :

1°/ à la société Citya République, société à responsabilité limitée, dont le siège est [Adresse 3],

2°/ à la société [C] - Ponroy et associés, mandataires judiciaires, société par actions simplifiée, dont le siège est [Adresse 5], [Localité 4], venant aux droits de M. [E] [C], agissant tant en son nom personnel qu'ès qualités de liquidateur à la liquidation judiciaire de M. [W] [Z].

Par acte déposé au greffe de la Cour de cassation le 5 février 2024, la SCP Foussard et Froger, agissant au nom de M. [M] [H],
a déclaré se désister du pourvoi.

En application de l'article 1026 du code de procédure civile, il y a lieu dès lors de donner acte à M. [M] [H] de son désistement.

EN CONSÉQUENCE, la conseillère référendaire déléguée,

Constate le désistement du pourvoi.

Fait à Paris, le 4 avril 2024